

Bernard VASSEUR

Conférence donnée à NICE

Le 25 mai 2023

• Remerciements pour l'invitation et pour votre présence. Je vais vous parler de mon livre ***Sortir du capitalisme, actualité et urgence du communisme*** et de ma plaquette qui le résume et qui s'intitule ***Vers l'après-capitalisme***, parus tous les deux aux éditions de l'Humanité. Et comme plan, je vais suivre les trois chapitres qui composent mon bouquin, en examinant trois questions :

- Pourquoi faut-il poser la question d'une sortie du capitalisme ?
- Pourquoi faut-il en sortir autrement qu'au XXe siècle où cette sortie a été tentée sous le nom de socialisme ?
- Pourquoi et comment peut-on sortir vraiment du capitalisme au XXIe siècle ? Je répondrai à cette troisième question **d'abord** en revenant à ce qu'a été vraiment la pensée de Marx sur le communisme. On découvrira alors l'idée d'un communisme, d'une civilisation, d'une société qui n'ont jamais été essayées et cela nous donnera quelques pistes pour définir une visée du communisme pour aujourd'hui. Après ce retour à Marx tel qu'on peut le lire aujourd'hui, je suivrai **ce que montrent les luttes de classes au XXe siècles (c'est-à-dire celles qui se sont déroulées après la mort de Marx)** selon les historiens et sociologues qui les ont étudiées notamment. Je me référerai aux travaux novateurs de chercheurs comme Bernard Friot, Claude Didry et Nicolas Da Silva sur l'histoire des luttes sociales en France au XXe siècle. On verra à les suivre que ces luttes sont parvenues à inscrire des éléments partiels de « déjà-là » de communisme au sein de la société capitaliste française. Ma conclusion sera pour vous soumettre l'idée que la sortie du capitalisme qui nous est si nécessaire à inventer et construire aujourd'hui a déjà commencé, que de l'après-capitalisme a déjà été installé partiellement par la lutte des classes dans notre pays et qu'il importe aujourd'hui de le voir pour s'en inspirer, l'amplifier et le prolonger, sinon la classe dominante qui ne le supporte pas parviendra à le défaire et à l'abattre. **Voilà pour le plan et l'objectif de mon propos.**

La première thèse que, je défends est la suivante : Il ne suffit plus de critiquer le capitalisme, de le dénoncer et de se battre pour résister à ses méfaits comme c'est une longue tradition chez les progressistes. Il ne suffit plus d'être

anticapitaliste, d'être **contre** sans jamais dire **pour** quoi on est, pour quelle société on est et quelle société on veut mettre à la place. Il ne suffit plus d'être enfermé dans la négation dont on ne sort jamais, il faut se faire dialecticien : c'est-à-dire saisir le travail du négatif et sa capacité à produire du positif. **Pourquoi ?** Parce que **le capitalisme ne fait plus dans la dentelle, il est devenu mortifère**. Aujourd'hui, il a développé comme jamais les conditions de la production en s'emparant du monde entier, mais il mène l'humanité dans le mur par le sort qu'il impose au travail humain, sa soumission à la finance et le règne du « tout marché » qu'il revendique, et par la menace et la destruction qu'il produit en permanence de la biosphère, c'est-à-dire de la diversité des conditions de la vie sur terre. **Il est donc urgent de s'en défaire, ne serait-ce que par un réflexe de survie**. Ainsi j'examine dans mon bouquin quatre grandes questions qui mettent toutes en accusation le capitalisme mondialisé et désormais seul en scène à l'échelle de la planète. Je ne peux ce soir que les citer sans m'y attarder : **A/** J'y évoque la guerre en Ukraine suite à l'agression de Poutine, mais aussi la vingtaine de conflits meurtriers existant dans le monde et dont on ne parle jamais, alors que sonne l'heure de l'explosion des budgets militaires et le surarmement. Et derrière la guerre, il y a le bougé du rapport des forces au plan mondial, avec en particulier la question de la prédominance de l'économie chinoise sur celle des Etats-Unis et de l'Occident, le rôle nouveau des BRICS dont le nombre s'accroît ainsi que leur exigence d'une « dé-dollarisation » du commerce mondial. C'est là une mise en cause de l'hégémonie traditionnelle des USA qui fait qu'il devient légitime de se demander si nous ne sommes pas au début de « la troisième guerre mondiale » ainsi que l'annonce le titre d'un récent livre d'Emmanuel Todd, chercheur reconnu pour être d'ordinaire un assez bon prophète. **B/** la pandémie de covid 19 et ce qu'elle met en évidence sur la globalisation du capitalisme, ce qui fait craindre raisonnablement qu'elle ne soit pas un cas isolé, mais qu'elle se reproduise à l'avenir si rien ne change dans le mode de production qu'impose le capital au monde. **C/** il y a encore la maltraitance du travail humain, à l'heure de la finance, d'Uber, de Deliveroo, des « bullshit jobs », du traitement des si mal nommés « migrants ». J'ajoute que sur ce point, nous avons en France l'obsession macronienne d'imposer (comme tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1987 et quoi qu'il lui en coûte politiquement puisque tout montre que l'opinion y est très hostile) une véritable contre-révolution sur la question des retraites. **D/** la crise écologique qui devient chaque jour et chaque été plus évidente et qui angoisse tout le monde et en particulier les plus jeunes d'entre nous. **E/ J'ajoute ce soir un cinquième point**, en évoquant la question de la

révolution numérique qui est à l'œuvre aujourd'hui et que le capitalisme traite de la pire manière qui soit. On conçoit bien que la question du matériel génétique, de la connaissance ou encore la culture sont en grand danger du fait de leur privatisation, de leur monopolisation par des groupes capitalistes mondiaux aux dimensions considérables qui l'emportent sur celle des Etats (je songe bien sûr aux GAFAM). Il suffit par exemple de penser à la manière dont les communs culturels sont transformés en marchandise (et le plus souvent expurgés) par l'industrie du tourisme historique. Mais plus brutalement et plus essentiellement encore, je pense aux questions de la propriété intellectuelle et du brevetage du matériel génétique, ou encore du stockage privatisé et considérablement porteur de connaissances scientifiques et de données personnelles sur chacun d'entre nous, pour ne rien dire des craintes qui naissent de la manipulation privative sur le marché de l'intelligence artificielle. On voit bien que tout cela constitue clairement des enjeux parmi les plus importants de notre époque.

Sur tous ces points dont je ne fais ici que citer les noms, ce qui est en cause c'est le capitalisme et la manière dont il se réserve la propriété privée individualisée de réalités essentielles qui commandent la vie humaine. Or ce qui dans la théorie libérale justifie le droit de propriété privée, c'est cette idée que ce droit peut servir à maximiser le bien commun quand il est intégré à la société par le biais d'institutions garantissant un marché libre et équitable. Vous reconnaissez ici le droit dit « naturel » de propriété que chacun aurait sur son travail tel que défini par John Locke, et la fameuse « main invisible » du marché chère à Adam Smith, qui fait que même si chacun ne fait que poursuivre dans ses activités ses intérêts privés, il en résultera cependant un bienfait général. Ce sont là des vieilleries bien creuses et mensongères me direz-vous ? Mais il me faut pourtant reconnaître que la Banque mondiale continue de mettre en œuvre de telles inepties et de telles illusions en soutenant, par exemple, que pour supprimer la pauvreté mondiale, il suffirait d'accorder des droits de propriété privée aux habitants des bidonvilles et de développer leur accès aux institutions de la microfinance. Et une fois que grâce à ces deux artifices, les pauvres auraient appris à libérer leur instinct naturel d'entrepreneur et leurs capacités à devenir libres autoentrepreneurs de leur propre vie, alors tout serait pour le mieux et enfin éradiqué le drame de la pauvreté chronique. Laissons-là ces balivernes régulièrement démenties par les faits et parlons vrai avec le concept que Lucien Sève a forgé pour caractériser notre temps : celui de « **dé-civilisation capitaliste** ». Et si j'ajoute à cela la crise écologique qui surgit chaque jour

aggravée dans les bulletins d'information, je dirai comme Frédéric Lordon : puisque le capitalisme sape les conditions de la vie sur terre (ce qu'il appelle un « écocide »), il est nécessaire et urgent d'en débarrasser la terre avant qu'il n'y supprime la vie.

Dans ces conditions, on voit bien que le problème n'est plus de conserver le capitalisme en cherchant à le moraliser, à le réformer, en tentant de l'améliorer, de le rendre moins ceci ou moins cela, de le taxer à répétition pour le rendre plus juste (jusqu'à la prochaine fois), etc. Il n'est pas non plus de rêver à revenir à un état antérieur du capital (du style « le capital, c'était mieux avant, du temps de Ford, des entrepreneurs et des capitaines d'industrie », c'est-à-dire au capital d'avant les actionnaires, la finance et la mondialisation). Il est de sortir de sa logique et d'en finir avec le cours désastreux du travail et de la vie qu'il impose aux humains et à toute la chaîne du vivant. **Il faut donc inventer et mettre en débat ce en quoi peut consister une sortie du capitalisme, une société d'après le capitalisme, surtout si on veut la construire non pas sans les intéressés, mais avec eux, ce qui serait une grande première dans l'histoire.**

Voilà une idée que de nombreux livres d'**intellectuels** commencent à explorer avec ferveur. Voilà ce que des associations et des jeunes murmurent de plus en plus fort en s'engageant dans des pratiques dissidentes de la logique du capital, que ce soit dans les mouvements d'agriculture bio ou les recherches touchant à l'invention de logiciels libres ou de nouvelles formes d'énergie non fossiles. Voilà même que la bourgeoisie est en train de perdre ce que Gramsci appelait « son hégémonie » sur la façon qu'elle a d'organiser la production, sur sa conception de ce qui a de la valeur et de ce qui n'en a pas, de la place que doit avoir le travail dans la vie. Si j'ajoute à cela les questions que posent avec force le mouvement de libération des femmes contre la violence issue de la persistance de la domination de genre et les retours du religieux en matière de droit à l'IVG, ou encore la sensibilité exacerbée touchant aux traces et à la mémoire du colonialisme et aux résurgences du racisme. Alors on voit que tous ces combats constituent les différentes branches d'un bouquet commençant à dessiner ce que pourrait être aujourd'hui une véritable sortie du capitalisme, une civilisation nouvelle, une avancée de l'émancipation humaine contenue dans la visée même du communisme. Mais il est vrai que cette diversité manque aujourd'hui de l'unité qui lui permettrait d'être plus forte et que c'est un peu chacun sur son terrain et dans son domaine. Et la raison de cet éparpillement est claire : c'est que cette idée de sortie du capitalisme (qui pourrait constituer un pôle d'unification et dessiner la visée d'un avenir de conquêtes positives) ne trouve

pour le moment aucun écho dans les forces politiques progressistes. Elle n'est reprise ni par le Parti communiste, ni France insoumise, ni les écologistes, ni même le parti socialiste, ce qui me paraît totalement invraisemblable. Avec eux on reste comme depuis des décennies dans dans la logique du « contre » : on est contre Macron, contre le capital, avec un discours qui s'adresse à des victimes du capitalisme qui devraient transformer leurs plaintes en colère « contre », en « colère » enfermée dans le « refus », mais un discours qui ne dit pas un mot de ce que ces victimes pourraient ensemble inventer et construire « pour » devenir des acteurs de leurs propres vies, de leur propre histoire, « pour » en sortir et « pour » dépasser le capitalisme. Et c'est cette absence de perspective positive permettant de nommer l'avenir, d'en parler et de le mettre en débat qui fait qu'aujourd'hui une abstention désespérée gagne du terrain lors des différentes élections et qu'au nom d'un « on les a tous essayés, la droite, la gauche et rien ne change pour nos vies », une extrême droite venue du fascisme se retrouve aux portes du pouvoir, quand elle n'y est pas déjà comme en Italie.

Alors cela me conduit à mon second point. La deuxième thèse que je défends, c'est que je ne suis évidemment pas le premier à évoquer l'idée d'une sortie du capitalisme. Cette sortie est évidemment au cœur de l'idée du communisme. Elle vient de très loin. Et puis au milieu du XIXe siècle le communisme a cessé d'être la construction intellectuelle d'une utopie, d'une société de l'avenir et il s'est incarné dans l'histoire en devenant un combat politique concret. Cela s'est appelé également le syndicalisme, l'anarchosyndicalisme, l'anarchisme, le communisme, le collectivisme, le bien commun, etc. Marx et Engels n'ont cessé tout au long de leurs vies de se prononcer pour le communisme. Mais force est pour nous de constater que ce qui s'est imposé après leurs morts au cours du XXe siècle pour désigner cette société d'après le capitalisme, c'est avant tout le mot **socialisme**. On a vu à l'œuvre **d'une part des partis socialistes ou social-démocrates** sur le modèle du parti ouvrier social-démocrate allemand, qui fut longtemps le plus grand parti ouvrier d'Europe. Et **d'autre part**, à la fin de la première guerre mondiale et pour suivre la révolution d'octobre 1917 en Russie, des partis communistes se sont créés en rupture avec les partis socialistes, mais qui ont continué comme eux de se réclamer du socialisme. **Sous ces deux formes, la sortie du capitalisme s'est donc d'abord placée dans l'histoire sous le signe du socialisme.** Je n'y insiste pas : il faudrait parcourir toute l'histoire du XXe siècle. Mais pour nous qui vivons au XXIe siècle, nous pouvons dire que cela n'a pas donné des résultats faramineux et que souvent même cela a totalement

dégénéré en son contraire. Car **ou bien** on a amélioré les choses quelque temps et dans quelques peuples mais on n'a jamais réussi à sortir du capitalisme ; **ou bien** on a prétendu créer des états socialistes existants, du « socialisme réel » et même ce que l'on a appelé « la patrie du socialisme » (en parlant de l'URSS), mais les partis communistes qui s'y sont collés ont ce faisant semé par leurs actions la consternation, l'horreur et tout cela en Europe a fini par s'effondrer. **CONCLUSION : penser la sortie du capitalisme, cela doit se faire autrement qu'au XXe siècle**, et d'abord en remarquant que les partis sociaux-démocrates et les partis communistes se sont affrontés sur la manière de construire le socialisme, **pas sur le communisme dont il n'a jamais été question ni chez les uns ni chez les autres**. Les partis socialistes s'en tenaient au socialisme et ne parlaient pas de communisme. Et les partis communistes ont toujours considérés que le communisme ne pouvait pas être d'actualité pour eux, qu'il avait toujours à être précédé par la révolution et la prise du pouvoir d'Etat (puisque c'est l'Etat qui était censé être le moteur de la transformation sociale), et qu'il devait toujours comporter une étape préalable appelée le socialisme. Le communisme n'a donc jamais été appréhendé par eux comme une urgence sociale, d'autant plus que les révolutions ont eu lieu dans des époques troublées par des guerres et dans des pays très retardataires et aux conditions immatures, comme la Russie des tsars et la Chine de Mao. On ne pouvait donc absolument pas imposer ce que l'on a appelé des « ilots de socialisme » et encore moins des « ilots de communisme » au sein de la société capitaliste au nom du fait qu'il ne pouvait pas y avoir des morceaux de société sans classe au sein d'une société de classe. Du coup le communisme a toujours été considéré par eux comme une perspective très éloignée, comme un horizon. **Autrement dit, la façon de sortir du capitalisme que Marx appelle le communisme n'a jamais ni nulle part été essayée**. J'en tire pour ma part deux conclusions :

A./ Premièrement : vous voyez l'incroyable malentendu et l'absurde hypocrisie qu'il y a à brandir aujourd'hui constamment le mot « communisme » comme un épouvantail repoussant et sanglant, dictatorial et criminel jusqu'à en faire un mot totalement imprononçable et repoussant. Et vous devinez bien l'objectif poursuivi par cette campagne insidieuse : il s'agit d'asséner et de répéter que rien d'autre que le capitalisme est possible et de tuer l'idée qu'une sortie du capitalisme est souhaitable rationnellement au prétexte qu'elle ne pourrait conduire qu'à l'impasse et à des régimes détestables et totalitaires. Bref il s'agit de protéger le capitalisme en le sortant de l'histoire et en l'éternisant.

B./ Mais, en second lieu, il y a aussi une conclusion à tirer de l'échec historique que nous connaissons désormais des tentatives social-démocrates qui ont pensé prendre le pouvoir par les élections et agir par l'intervention des moyens de l'Etat et de ses représentants pour redistribuer après coup la valeur créée et les richesses sociales. Il faut bien convenir que **dans le capitalisme ce n'est pas parce que vous avez conquis le pouvoir parlementaire que vous « êtes au pouvoir » au sens fort du mot** et que vous détenez le pouvoir de transformer en profondeur la société, puisque la position de la classe dominante est toujours indemne. Il faut donc sortir de l'idée que l'action politique passe seulement par l'élection de représentants même s'ils sont nécessaires. Et il faut « déprofessionnaliser » la politique en la réinsérant dans la vie sociale, en la centrant non plus seulement sur les luttes négatives « contre » et sur l'élection dont il suffirait d'attendre la date, **mais sur la démultiplication des pratiques de promotion de la délibération populaire pour créer massivement le désir et l'envie de diriger et d'émanciper sa propre vie**. Car cette envie et ce désir n'existent pas aujourd'hui tant ils sont tenus pour irréalistes et totalement inenvisageables puisque le capitalisme aujourd'hui focalise notre futur à marche forcée sur le bonheur dans la consommation de marchandises à tous crins, les loisirs vides de sens, la conquête impitoyable du fric, le « tout-à-l'ego » et la concurrence sauvage jusqu'à l'écrasement de tout ce qui n'est pas soi.

Tout cela, vous en conviendrez je pense, nous renvoie bien du côté de Marx et de sa dénonciation du cynisme des « eaux glacées du calcul égoïste ». **Ce sera donc mon troisième point : que veut dire Marx quand il conçoit le communisme comme une sortie ou un dépassement du capitalisme ?**

Je crois qu'il faut d'emblée remarquer que Marx n'est pas un utopiste et le communisme tel qu'il le pense, ce n'est pas des idées qui ne seraient que des idées, c'est d'abord et avant tout un combat qu'il faut mener au présent avec des idées d'avenir pour abolir les conditions de production existantes. Parce que, contrairement à ce que croient beaucoup de gens, le capitalisme ce n'est pas d'abord le règne de l'argent, celui des riches et des super-riches, c'est d'abord la domination de la bourgeoisie sur le travail, et c'est cette domination sur le travail qui permet aux bourgeois d'avoir beaucoup d'argent parce qu'il n'y a que le travail humain qui crée de la valeur économique, c'est-à-dire de la richesse sociale. C'est donc cette domination qu'il faut avoir en tête et mettre en cause.

Alors, c'est bien connu et on le dit souvent, Marx est un penseur de la lutte des classes. Mais souvent on s'en tient là. C'est une erreur, car il faut remarquer que

c'est un penseur de la lutte des classes **en vue de construire une société sans classes**. C'est un penseur de la lutte des classes parce qu'il faut bien partir de la réalité, mais c'est un acteur, un militant de la suppression de la lutte des classes. Autrement dit c'est un penseur de l'action libératrice qui invite les humains à s'emparer de leur propre histoire pour la transformer, la faire passer (comme il dit) de « sa préhistoire à son histoire ». **Ce qui signifie que l'histoire n'est pas finie avec le capitalisme**. Mais cela tous les historiens le confirment en rappelant que le capitalisme a pris ses forces au sein de sociétés féodales (en tout cas en Europe) et qu'il a établi son règne comme système social il y a seulement trois siècles (ce qui est beaucoup pour une vie individuelle, mais ce qui n'est rien à l'échelle de l'aventure humaine toute entière). Et puisqu'il est né dans l'histoire il y périra comme tout ce qui est né. Autrement dit, l'histoire est pleine de types de sociétés et de civilisations qui ont disparu, elle n'est pas finie et en appelant à la construction d'une sortie du capitalisme Marx ne demande pas l'impossible. Il s'agit de prolonger l'histoire des sociétés humaines, de leur donner une suite dans le sens d'une civilisation supérieure, et c'est parfaitement rationnel, légitime et possible

Il suffit d'affirmer cela pour comprendre que le communisme n'est pas, par principe et a priori, la propriété privée du parti communiste, pas plus que l'écologie n'est la propriété privée d'Europe-Ecologie-Les-Verts, que les luttes des femmes sont la chasse gardée des seules organisations féministes ou les combats antiracistes la seule affaire réservée aux organisations agissant sur ce créneau. Le communisme désigne une poursuite de l'histoire accomplie par les êtres humains eux-mêmes dans la visée d'une « **société sans classes** ». Ce qui veut dire **d'abord** qu'il appelle au rassemblement le plus large de celles et ceux qui ont à la construire et que celles et ceux qui se réclament consciemment d'être des militants du communisme devraient bien avoir à cœur d'y contribuer activement. Ce qui veut dire **ensuite** qu'il vise à construire une société sans domination ni discrimination dans les rapports humains de quelle que nature qu'elles soient (sociale, de genre, de sexe, de religion, de « race », ...). Cela ne signifie pas que cette société sans classes pourrait se faire en un jour, mais que c'est en l'ayant en tête et en la posant comme une visée ou une perspective au présent qu'on peut la faire vivre dans des luttes sociales, sans attendre d'en parler lorsqu'elle sera réalisée comme si elle n'était qu'une sorte de paradis terminal.

Et parlant du communisme, Marx écrit encore qu'il s'agit d'une « *forme de société supérieure dont le principe fondamental est le plein et libre*

développement de chaque individu ». En écoutant cela vous comprenez que pour ce qui le concerne Marx n'associe pas le communisme avec la dictature, la privation de liberté ou le totalitarisme, mais exactement le contraire (et donc rien à voir avec ce que l'histoire du XXe siècle nous a montré en URSS ou ailleurs). Et si l'on sait faire vivre la formule dans des luttes quotidiennes, on voit qu'elle devient la visée d'une société tout ce qu'il y a de plus désirable.

J'ajoute une dernière citation de Marx peu connue et qui me paraît très importante. Il a écrit ainsi : « **la société ne trouvera son équilibre que du jour où elle tournera autour du travail, son soleil** ». Il ne faudrait pas en tirer l'idée que Marx est un penseur qui réduit la vie au travail et à rien d'autre. Pas du tout. Car il sait bien que le capitalisme s'est installé avec la révolution industrielle et qu'il a ainsi capturé comme aucune société avant lui le travail humain sous une forme collective inconnue jusqu'alors et avec une intensité sans précédent dans ses manufactures et ses fabriques. Il a ainsi accru l'efficacité de la production et modernisé la société, mais il a soumis comme jamais avant lui le travail et toute la vie des humains à ce qu'il a appelé « le despotisme des fabriques ». Ainsi face au « monde à l'envers » qu'est le travail humain dans le capitalisme parce qu'il est un labeur épuisant, une corvée, ou encore « un chagrin » comme disaient les vieux ouvriers de ma jeunesse et qu'il y écrase la vie, Marx va indiquer en quoi consiste un « monde à l'endroit », une société centrée autour du soleil-travail comme centre de gravité. Ce doit être une société où le travail humain quel qu'il soit (paysan, éleveur, ouvrier, employé, ingénieur, de service, etc.) sera associé à une vie libérée parce que celles et ceux qui l'accomplissent s'y sentiront « chez eux », en seront déclarés et reconnus comme les souverains au lieu d'en être les esclaves ou les victimes, et décideront de sa conception, de son organisation, de ses outils, de ses productions, des valeurs qu'on y produit ou qu'on doit cesser d'y produire, de sa durée. L'idée affirmée ici, **c'est que le travail humain** (et lui seul) qui crée la valeur économique disponible dans la société et qui lui permet de survivre et de se développer. Et qu'en conséquence la société d'émancipation, la société conçue dans la visée du communisme doit reconnaître ce fait essentiel et **se constituer en tournant autour d'un travail humain réinventé et non en le soumettant ou en l'épuisant comme c'est le cas aujourd'hui**.

Alors comment avancer en ce sens ? Marx nous dit que **le combat de classe est mené au présent et qu'il doit s'emparer des contradictions qui surgissent dans le développement du capitalisme**. Eh bien, il y a bon nombre de contradictions dans le capitalisme, par exemple celle qui existe entre la toute puissante

modernité scientifico-technologique du mode de production et l'écrasement du travail humain sous la finance qui est l'idée qu'on peut faire de la richesse sans passer par le travail humain ; celle qui existe entre le fait qu'avec le capitalisme le travail collectif devient la règle dominante, alors que la propriété des conditions de travail continuent de rester privées et exclusives de quelques-uns; entre le fait qu'on est capable de tout produire, mais du moment que ça rapporte et le fait que tout ceci se passe dans l'indifférence totale pour l'utilité sociale de ce que l'on produit et à l'absence complète de considération du respect nécessaire des équilibres naturels ; entre l'énorme enrichissement de quelques-uns qui vivent désormais à l'écart des autres dans un « entre-soi » pathologique et la furieuse inégalité qui en résulte pour l'énorme masse de ceux qui ne possèdent rien que le dénuement de leur propre existence. **Et puis il y a une contradiction en particulier qui est devenue aveuglante aujourd'hui et c'est la suivante.** Après la révolution française de 1789 et de rudes et longues batailles pour conquérir le suffrage universel (et notamment le suffrage féminin qui ne viendra qu'en 1944), nous disposons aujourd'hui de la souveraineté accordée au peuple et incluse dans l'idée de citoyen. Nous disposons du droit de vote pour élire nos dirigeants et du droit d'éligibilité, et cela de l'âge de notre majorité civile (18 ans) jusqu'à notre mort. Mais cette souveraineté proclamée sur la « chose publique » est terriblement amputée car si nous sommes déclarés souverains sur la chose publique, nous restons des mineurs économiques et sociaux, puisqu'il nous faut nous taire et rester soumis dans l'accomplissement d'un travail qui occupe pourtant la majeure partie de nos journées et de notre temps de vie éveillée et qui est loin de nous satisfaire pleinement puisqu'il nous est imposé. **On le voit, il y a bien là une contradiction entre souveraineté et soumission.** Or, je l'ai dit, c'est le travail humain et lui seul qui est créateur de la valeur économique qui permet à la société de survivre et de se développer. La visée du communisme, c'est d'affirmer et de souligner ce fait indéniable et essentiel à la vie sociale. Le communisme peut donc partir de là : **Il faut élargir la définition de la citoyenneté telle qu'elle existe aujourd'hui en y incluant la souveraineté sur le travail en toutes ses dimensions, et jusqu'à considérer son sens dans la vie des humains.** Autrement dit pour le communisme, **le travailleur n'est pas un « humain qui bosse » au nom de « la valeur travail » parce que ce serait un destin inexorable ou un mérite de souffrir au travail, c'est un citoyen qui règne sur son travail individuel et sur celui de la société où il vit et qui est reconnu dans le droit existant comme un individu capable de participer à la création collective de valeur économique.**

Ce qui veut dire que la citoyenneté ne serait plus seulement ce qu'elle est aujourd'hui à savoir la souveraineté en matière de vote et d'éligibilité, une citoyenneté politique excluant de son périmètre la production et le travail et s'arrêtant aux portes de entreprises et des banques. On lui ajouterait une véritable citoyenneté économique et sociale, c'est-à-dire qu'on confierait à chacune et chacun de sa majorité à sa mort (**comme pour la citoyenneté politique**) un droit et une puissance de délibérer et de décider sur ce qui permet à la société de survivre, de s'organiser et de se développer. Ainsi on pourrait reconnaître et proclamer le rôle considérable du travail dans la vie de chacune et chacun comme dans la vie collective en l'inscrivant dans le droit et en faisant reposer cette reconnaissance sur la qualification que la société se doit de garantir, de donner et de reconnaître à chaque personne et que chaque personne est à même d'exprimer et de faire vivre. Ainsi chaque citoyenne et chaque citoyen dès l'âge de 18 ans devrait se voir attribuer une qualification liée à sa personne, qui pourrait progresser tout au long de sa vie jusqu'à sa mort et qui serait reconnue dans l'attribution d'un salaire correspondant à ce niveau croissant de qualification.

On peut donc résumer toute cette analyse du travail comme « soleil », comme centre de gravité de la vie humaine que Marx place au cœur de la visée du communisme et qu'il conçoit comme un enrichissement de la citoyenneté en présentant **les trois droits économiques nouveaux** que le communisme met au premier plan d'une citoyenneté nouvelle : 1/ le **premier** est la reconnaissance dans chaque personne d'une capacité et d'une responsabilité en matière de création de valeur économique à travers une qualification qui lui serait attribuée et pourrait croître de sa majorité à sa mort (et donc le salaire qui va avec). 2/ le **deuxième** est l'abolition de la **propriété lucrative** qui permet à un individu de tirer un revenu de la propriété d'un bien qui ne relève pas de son travail, et la consolidation et l'élargissement de la **propriété d'usage** de l'outil de leur travail par les travailleurs, qui va avec le pouvoir de décision dans l'entreprise où l'on travaille. 3/ Le **troisième** est le pouvoir de codécision dans les organismes de coordination de la production à l'échelle sociale, c'est-à-dire un droit et une puissance de délibérer et de décider sur ce qui permet à la société de vivre, de s'organiser, de se développer, de ce qui a valeur pour elle et de ce qui ne l'a pas ou ne l'a plus, de ce qu'il faut encourager ou dissuader, de ce qu'il faut produire et de ce qui doit cesser de l'être.

A condition qu'on l'exprime, qu'on la porte et qu'on la fasse vivre dans le combat social (ce qui n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui je le disais en

commençant), vous voyez immédiatement ce que cet élargissement communiste de la citoyenneté pourrait permettre de répondre aux questions de l'heure. Par exemple, elle permettrait de combattre l'orientation exclusive du désir des humains vers le tout-consumérisme marchand afin de fournir un marché sans cesse renaissant au productivisme capitaliste. Et par ailleurs, cela permettrait de garantir pleinement la mise en œuvre des normes écologiques indispensables aux équilibres planétaires (à l'opposé de toute recherche vaine d'un « capitalisme vert »). On voit également que cet élargissement de la citoyenneté pourrait redonner un tonus bien nécessaire à la pratique électorale, que de nombreux abstentionnistes ont abandonnée en raison de l'impuissance de la politique – dans ses limites actuelles – à affronter et régler des problèmes aussi essentiels que la souffrance auquel le travail donne lieu dans le management capitaliste actuel. Et si chaque citoyen est proclamé et reconnu souverain sur son travail concret et puissance délibérante sur le travail social, alors on assèche évidemment complètement la concurrence sauvage au sein du monde du travail que distille le capitalisme pour diviser entre elles les personnes qu'il exploite. Le « marché du travail » disparaît et le travail n'apparaît plus comme un « gâteau » limité qui ne peut pas nourrir tout le monde et qui devrait commencer par être réservé en priorité à des « nationaux » et dont on devrait chasser les étrangers. C'en est fini du terreau qui nourrit si fortement dans les milieux populaires où la vie est dure le ressentiment contre les étrangers et le racisme. Bref, c'en est terminé de l'entretien d'une base arrière aux sentiments qui mènent au fascisme, même quand il se dissimule sous un habit bien propre à l'Assemblée nationale.

Alors vous voyez combien cette nouvelle citoyenneté communiste qui nous ferait sortir de la logique du capital peut modifier nos vies et devenir une exigence populaire si on la met en débat pour la faire grandir dans la vie sociale. Vous voyez combien elle pourrait permettre de **créer du désir de communisme**, en réinscrivant le mot dans notre histoire pour lui faire dire tout à fait autre chose que ce que l'on prétend entendre quand on le prononce. **Mais voyez bien qu'elle ne changerait pas seulement nos vies, mais en même temps qu'elle changerait complètement notre manière de penser le travail.** Je prends quelques exemples de ce que serait le citoyen-travailleur si on le pensait comme on accepte et comme on a pris depuis longtemps l'habitude de penser aujourd'hui le citoyen-électeur.

- **On devient citoyen à 18 ans et cela se fait automatiquement et totalement.** C'est-à-dire qu'on n'est pas seulement « un peu citoyen », parce qu'on est jeune,

qu'on débute dans la vie et qu'il faudrait « s'insérer progressivement dans la citoyenneté ». Non, on l'est en entier et sans condition (quel que soit son éducation, son milieu social, qu'on ait un handicap ou pas, etc.). Penser le travail comme élément de la citoyenneté, cela conduirait à rejeter toute idée d'emploi-jeune par exemple, c'est-à-dire d'emploi qui n'en serait pas tout à fait un, qui serait un emploi forcément précaire, un CDD, un stage, une formation, etc. et l'idée que « l'on doit commencer dans la vie en souffrant de sa jeunesse » disparaîtrait d'elle-même. Non ! on est citoyen-travailleur à 18 ans et on l'est tout entier et au pire on l'est au niveau 1 de qualification et au niveau 1 de salaire (c'est-à-dire au niveau du SMIC revendiqué soit 1700-1800€).

- De même, pour la fin de vie. Il est entendu et admis qu'on ne cesse pas d'être citoyen à 60 ou 65 ans, on l'est jusqu'à sa mort. On ne dit pas : « à 60 ans, tu es trop vieux, tu n'as plus le droit de voter, tu as juste le droit d'être bénévole, de tenir l'urne le jour des élections et de dépouiller les bulletins le soir du scrutin parce que c'est dur de trouver des citoyens pour le faire ». De même, penser le travail comme faisant partie de la citoyenneté, cela voudrait dire : tu es considéré comme travailleur jusqu'à ta mort (c'est-à-dire comme en capacité et en responsabilité de la création de valeur) jusqu'à ta mort. Et donc à la retraite tu ne deviens pas un « ancien travailleur », tu n'es pas considéré comme un improductif, tu ne deviens pas « un bénévole ». Ta pension n'est rien d'autre qu'un salaire continué. Et tu ne te considères plus comme « libéré du travail », mais comme libéré du capitalisme, comme ne relevant plus du marché du travail capitaliste, comme accédant à un travail enfin libre. Et du coup on pourrait semer l'idée que le travail n'est pas contraignant par nature, mais qu'il fait souffrir à cause du capitalisme, et que faire progresser l'idée du communisme cela consiste à faire progresser la liberté dans le travail tout au long de la vie et plus seulement à la fin.

- Et puis aujourd'hui, on est considéré comme citoyen en permanence, même les années où il n'y a pas d'élection, même les jours où il n'a pas à voter. Le citoyen-travailleur sera donc considéré comme travailleur en permanence, même lorsqu'il ne sera pas « au travail », en activité, dans l'emploi. Travailler cessera de se dire comme aujourd'hui uniquement quand je suis en activité à l'usine ou au bureau à produire de la valeur pour le capital, ce sera une dignité qui collera à ma personne en permanence et 24 heures sur 24 (et pas seulement quand je suis « en train de travailler » comme on dit, c'est-à-dire en train de trimer dans un emploi). Du coup, le travail ne connaîtra plus son absence (le chômage). « Travailleur » deviendra (comme l'appellation de « citoyen ») la

reconnaissance d'une permanente dignité et d'une souveraineté inscrite dans la personne même de chaque être humain. Le citoyen s'exprime par son vote, le travailleurs-citoyen s'exprimera dans son travail. Vous voyez la nouveauté : le travail ne sera plus ce qu'il est aujourd'hui sous le règne du capital et depuis si longtemps, à savoir un labeur épuisant, une corvée ou un bagne. Il pourra devenir un véritable choix personnel et être accompli librement (comme on choisit son bulletin de vote). Et du coup on sera « chez soi dans le travail ». On ne travaillera plus uniquement parce qu'il faut bien « gagner sa vie », récolter de l'argent pour pouvoir vivre, et sans avoir un mot à dire sur le travail que l'on vous demande d'accomplir en lui étant soumis, en accomplissant une tâche qui vous fait souffrir parce qu'elle est contre vos convictions profondes ou vos valeurs. De même, le salaire ne sera plus conçu comme une simple rétribution, comme un simple « pouvoir d'achat », mais comme la reconnaissance de cette dignité accordée par la société au travail humain et il sera conçu comme le droit à un salaire à vie.

- De même encore, si le travail est **dans** la citoyenneté et si on se met à penser dans le travail ce qu'on accepte comme allant de soi dans le concept de citoyenneté, alors on dira : le droit de vote est aujourd'hui le même pour les hommes et les femmes, et le poids des bulletins de vote est le même pour les uns et les autres. Et on devra donc appliquer cette égalité aussi au travail et au salaire : même travail pour les uns et les autres, et même salaire pour les femmes et les hommes à qualification égale.

Vous voyez que le communisme, cela ne consiste pas seulement à distribuer un emploi ou une formation ou un salaire à tout le monde afin de combler des trous dans un emploi du temps individuel grâce à un contrat de travail universel (si vous perdez votre emploi, vous obtiendrez un contrat de formation, jusqu'à ce que vous retrouviez un emploi et un nouveau contrat de travail avec un employeur. Dans ce cas, vous avez une rétribution garantie, mais vous restez avec un contrat de travail dans lequel figure un employeur). Le communisme, ce n'est pas « prendre le parti du travail », parce que ce mot d'ordre pourrait être aussi bien celui d'un esclavagiste ou d'un capitaliste (qui veut que tout le monde travaille pour lui), cela consiste à renverser la domination de la classe bourgeoise sur le travail et à la remplacer par la souveraineté sur le travail de celles et ceux qui l'accomplissent. La différence entre ces deux positions, je l'exprimerai avec une formule de Victor Hugo : » *Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère abolie* ». Et si l'on parle aujourd'hui des retraites, vous voyez **en prenant un peu de recul sur l'actualité** qu'en réalité l'agression de Macron et des

pouvoirs qui l'on précédé ne porte pas seulement sur les séniors et les retraites, mais s'attaque au salariat dans son ensemble pour en démanteler la réalité et les garanties : en faisant éclater le code du travail, l'indemnité chômage, en fixant comme norme l'entrée dans l'emploi des jeunes par la précarité, etc. Vous voyez combien la lutte communiste sur l'enrichissement de la citoyenneté par le travail et la production, le combat pour mettre en place la souveraineté sur le travail est cruciale et pose le communisme comme un combat d'une grande actualité, alors qu'on en parle jamais et qu'on ne prononce jamais le mot.

J'ajoute que cette exigence d'élargissement de la citoyenneté permet de répondre très efficacement à la campagne insidieuse qui identifie le communisme à l'URSS ou à la Chine et qui prétend que le communisme vous ôterait des libertés, des droits, ferait reculer des pouvoirs que vous avez déjà aujourd'hui sous le capitalisme dans un pays comme le nôtre. On voit que c'est le contraire qui est vrai : le communisme tel que je vous le présente permet d'élargir et d'amplifier des droits qui vous manquent et vous fournit une souveraineté sur le travail que vous n'avez pas. Il vous permet, en vous accordant la souveraineté sur ce qui occupe largement chacune de vos journées (le temps de votre travail), d'avoir la pleine maîtrise de votre vie, y compris avec une place décidée pour votre temps libre. Il veut dire une totale liberté et une pleine émancipation.

J'en viens ainsi à mon dernier point. Avec la souveraineté des travailleuses et des travailleurs sur le travail, avec cet enrichissement de la citoyenneté, voilà donc une orientation majeure du communisme comme sortie de la logique du capital. Mais, à côté de cet énoncé abstrait qu'on peut tirer de Marx, il faut considérer ce que nous apprennent les historiens et sociologues des luttes sociales du XXe siècle, à savoir que des avancées importantes ont été faites en ce sens. C'est cette histoire tumultueuse que racontent et analysent Bernard Friot dans sa thèse qui porte précisément le titre de « *Puissances du salariat* » ou Claude Didry dans son livre sur « *l'institution du travail, Droit et salariat dans l'histoire* » ou encore Nicolas Da Silva qui vient de publier un livre intitulé *La Bataille de la Sécu*. Trois livres auxquels je vous renvoie et qui rendent pensable une voie française au communisme, et mieux : **une voie française dans laquelle de l'après-capitalisme a déjà été instauré au sein même du capitalisme.** On ne part donc pas de rien, mais de ces conquêtes de l'histoire qui existent aussi souvent d'ailleurs dans d'autres pays que le nôtre.

Je me borne ici à en rappeler un seul élément, à savoir **la conquête du salaire à la qualification personnelle qui est le premier point que j'ai décrit dans**

l'enrichissement de la citoyenneté par le communisme. Je partirai là de quelques rappels historiques dont le premier est l'organisation d'un **code du travail** qui dès 1910, va établir des règles et des obligations pour l'employeur qui ne pourra plus agir à sa guise et selon son bon plaisir. La conquête de ce code va rendre possible, dès 1919, l'invention des **conventions collectives**. Celles-ci vont permettre à leur tour de classer des types d'emplois au sein de chaque branche d'activité et de définir entre eux des niveaux de **qualification**, avec même salaire pour une même qualification. Ce qui veut dire que ce n'est plus la tâche concrète que j'exécute qui est rétribuée, c'est le niveau de qualification du poste que j'occupe. Voilà **un premier moment** de conquête importante. On voit également combien tout cela est vivement combattu aujourd'hui et combien l'emploi (entendu avec ses règles strictes définies par le code du travail) fait fuir aujourd'hui toutes les plateformes transnationales du numériques (du type Uber ou Deliveroo) qui ne veulent surtout pas être reconnues comme des « employeurs », pour pouvoir continuer d'exploiter la main d'œuvre sans ménagement, à tous crins et à leur guise. On voit aussi combien l'existence des règles et des droits du code du travail ne cesse d'être mise à mal aujourd'hui.

Mais l'histoire des luttes sociale ne s'arrête pas là. J'ai rappelé combien la qualification fut une grande conquête et comment à son **premier moment** elle fut d'abord rattachée au poste de travail. Mais ce poste demeurait la propriété du capital : c'est lui qui le définissait et décidait ou pas de son existence, le salarié, lui, n'avait pas son mot à dire. La CGT va donc se battre très vite pour **faire passer la qualification du poste occupé à la personne du travailleur**. Accrocher la qualification à la personne même du travailleur, voilà ce qui fera que même en cas de suppression de son poste de travail, le salarié demeurera propriétaire de sa qualification qui sera désormais définie comme son grade et il gardera donc son salaire. Autrement dit encore, voilà un travail qui sera garanti **sans chômage** parce que ce qui sera qualifié ce ne sera plus le poste occupé, mais la personne même du travailleur. Voilà un salaire qui ne sera **ni précaire ni fragile** (puisque'il ne sera plus lié à l'état du marché), **ni dépendant** des décisions du patronat (puisque'il sera devenu un attribut de ma personne). Avec la qualification accordée à la personne, c'est-à-dire avec le salaire rétribuant non pas ma tâche (c'est-à-dire ce que je fais) mais mon grade (c'est-à-dire ce que je suis), nous sommes en présence d'une véritable révolution anthropologique, d'une émancipation et de ce que Bernard Friot appelle **un salaire communiste**. Voilà bien en effet un salaire complètement dans les mains du salarié lui-même, qu'on peut donc bien dire **sorti de la logique du capital, obéissant à une autre**

logique opposée et qu'on peut donc bien **appeler un salaire communiste**. En somme je peux dire aujourd'hui après Friot qu'il y a **du « déjà-là » communiste dans le capitalisme français**. Et je retrouve là le **premier trait du statut communiste du travailleur que je vous ai présenté tout à l'heure**. **L'histoire des luttes sociales s'est donc bien inscrite dans ce principe qu'on trouve dans Marx lui-même**.

Alors j'interromps ici faute de temps une histoire qui ne fait que commencer et, pour la poursuivre, je vous renvoie à mon bouquin. Vous y verrez que cette conquête du salaire à la qualification personnelle prit corps en 1946 pour les fonctionnaires d'État avec le statut de la fonction publique que le ministre Maurice Thorez inscrivit dans la loi pour ponctuer une très longue bataille sociale. On y remarquera que ce statut fut largement copié à la Libération, puis élargi dans son application à d'autres catégories sociales (comme le statut des cheminots, des électriciens et gaziers, de la RATP). Plus tard encore, ce sera la création de la fonction publique hospitalière, celle de la recherche publique et celle des collectivités territoriales. Tout commence à faire beaucoup de monde et c'est évidemment ces conquises qu'il faut amplifier et généraliser.

Vous noterez encore le rôle tout à fait comparable de la création du Régime unique de Sécurité sociale par Ambroise Croizat, une institution qu'on peut également définir comme un « déjà-là » communiste puisqu'à l'opposé de la vie précaire et fragile qui est la nôtre dans le capitalisme, elle institue et rend possible pour tous les salariés une vie mise en sécurité par la création d'une caisse unique pour l'ensemble **famille, santé, vieillesse, accidents du travail et maladies professionnelles**, financée par un taux interprofessionnel de cotisation unique et avec des caisses au départ gérées par les travailleurs eux-mêmes. C'est une utilisation tout à fait nouvelle de la valeur socialisée qui surgit ici et qui est du « déjà-là » communiste puisque des sommes considérables – un tiers de la masse salariale, la moitié du budget de l'État dès 1947, mais plus que le budget de l'État en 1960 – vont être tenues hors des circuits financiers, hors des circuits du capital et originellement sans la tutelle de l'État. C'est en quoi cette institution a un caractère de subversion du capitalisme : elle apporte la preuve de la capacité des travailleurs à socialiser une bonne partie de la valeur créée chaque année et à la gérer en la mettant au service de l'ensemble de la société, sans passer par les employeurs, les banques, les actionnaires et les détenteurs de capital et sans s'en remettre à l'État. Vous voyez concrètement ainsi ce que veut dire la formule souvent jugée énigmatique de Marx sur le « dépérissement de l'État » de classe dans le communisme. Et Friot propose de reprendre cette

démarche et de l'étendre à la conquête d'autres sécurités sociales, comme par exemple une sécurité sociale de l'alimentation, de la culture, de l'énergie, du logement, etc.

Nous en savons désormais assez pour comprendre une idée-clé. La stratégie de sortie du capitalisme dont je dis qu'elle est urgente et d'actualité est possible et parfaitement pensable puisqu'elle a été déjà utilisée avec succès dans ces années-là. Elle consiste dans l'amplification et dans la généralisation de ces « déjà-là » communistes, c'est-à-dire du communisme qui existe déjà partiellement. On enfonce ainsi dans le capitalisme une logique qui le contredit au nom du communisme et, qui, en le niant progressivement de l'intérieur, vise à le dépasser et à l'abolir. Et on agit en donnant un nom l'avenir puisque d'une certaine manière il a déjà commencé, il est « déjà-là ».

Voilà bien quelques pistes de réflexion qui demandent à être poursuivies et débattues. Et cela peut commencer maintenant si vous le souhaitez.

Je vous remercie de votre généreuse attention.